

MARCHES PUBLICS - PROCÉDURE ADAPTÉE PRESTATIONS DE SERVICES

Dossier simplifié de consultation des entreprises VALANT ENGAGEMENT CONTRACTUEL

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.

Il est composé des points suivants :

A. OBJET DU MARCHÉ.....	2
B. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	2
C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE (À COMPLÉTER PAR LE(S) CANDIDAT(S)).....	5
E. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES.....	6
F. ANNEXE TECHNIQUE (VALANT CAHIER DES CHARGES).....	12
INTRODUCTION.....	13
1 – OBJECTIF DE L'ÉTUDE.....	13
2 – CONTEXTE DFCI DU TARN.....	14
3 – CADRES RÉGLEMENTAIRE ET TECHNIQUE.....	15
5 – CONTENU DE LA PHASE PARTIE TECHNIQUE N°2 :.....	17
ÉTUDE DE RENOUVELLEMENT DU PDPFCI.....	17
6 – CONTENU DE LA TRANCHE OPTIONNELLE – PHASE 3 :.....	19
DÉMARCHE DE CONCERTATION EN VUE DE FAIRE ÉMERGER DES PROJETS DE PLAN DE PROTECTION DE MASSIF.....	19
7 – RENDU DE L'ÉTUDE.....	20
9 – DOCUMENTS MIS À DISPOSITION DU PRESTATAIRE.....	23
G. ANNEXE FINANCIÈRE - DÉCOMPOSITION DU PRIX DU MARCHÉ.....	32
H. ATTESTATION SUR L'HONNEUR.....	36
I. SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE.....	36
J. SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	36
K. NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE.....	37

A. OBJET DU MARCHÉ

A.1 - Objet du marché

Le présent marché porte sur la révision du Plan Départemental de Protection de la Forêt Contre les Incendies du Tarn (PDPFCI)

A.2 - Liste des lots

Sans objet – lot unique

B. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

NB : pour les candidats, les informations contenues dans ce paragraphe B sont non contractuelles et informent les candidats sur les conditions de mise en concurrence

B.1 - Documents à fournir par le candidat

1. Généralités

Les documents constituant la candidature sont entièrement rédigés en langue français et en euros (€), ainsi que les documents associés. L'ensemble sera transmis en un envoi unique au représentant du pouvoir adjudicateur du marché.

2. Candidature

Dans un sous-dossier « candidature » :

- Le formulaire DC1 « Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses co-traitants » ;
- Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat » : le candidat doit répondre à toutes les rubriques du formulaire qui reprend la liste des documents et renseignements qui rendent recevables les candidatures en application des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques :

En cas d'attribution du marché à un groupement de prestataires de services, les candidats ainsi groupés devront préciser s'ils se déclarent conjoints ou solidaires et avoir désigné l'un d'eux en qualité de mandataire. À cet effet le candidat pourra utiliser le formulaire DC1 téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj> . Chaque co-traitant présente comme tout candidat un dossier comportant les documents listés ci-dessus. De plus, le mandataire fait compléter le tableau de sa déclaration DC1 par chacun de ses co-traitants. Aucune indication chiffrée ne doit figurer.

À l'appui de son offre, le mandataire fournit une lettre à son en-tête précisant les prestations qui seront accomplies par chaque co-traitant, nature et montant, signée de chacun.

Précisions concernant le recours à la sous-traitance :

Le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un (de) sous-traitant(s). Dans ce cas, il doit justifier du fait qu'il y a recours pour l'exécution du marché et fournit les documents relatifs aux capacités techniques, professionnelles et financières de celui (ceux)-ci.

Le candidat fournit pour chacun des sous-traitants les documents justifiant de leurs capacités professionnelles, techniques et financières. Pour ce faire, il peut utiliser la déclaration unique de candidature.

À l'appui de son offre, le candidat fournit une déclaration mentionnant (ou DC4 « acte spécial ») :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant ;
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

3. Offre

Dans un sous-dossier « offre » :

- **Un mémoire technique** décrivant le contenu précis de leurs prestations, les méthodes retenues ainsi que les moyens humains et techniques qu'ils se proposent d'affecter au marché afin de mener à bien la totalité des prestations prévues dans le présent cahier des charges.


Ce mémoire est rendu contractuel à la signature du marché pour les clauses qui précisent la méthodologie du candidat, les moyens associés, la composition de l'équipe d'étude et les mesures envisagées pour le respect des délais.

Le mémoire doit comprendre obligatoirement les éléments suivants :

- **Une proposition de méthodologie** rédigée sous la forme d'une note. L'objectif de cette note est de montrer en quoi la proposition du bureau d'études est adaptée au besoin d'études dans l'annexe technique (Annexe F). Elle précisera les moyens envisagés afin de pouvoir respecter le délai d'exécution des prestations et d'une manière générale, les modalités d'organisation et de pilotage que le candidat mettra en place pour la réalisation de l'étude.
Cette note devra inclure les méthodologies et stratégies décrites aux paragraphes 4 et 6. de l'annexe technique
- **La composition de l'équipe d'étude** avec, pour chaque membre, leur rôle dans l'équipe et leur curriculum vitae affichant leurs compétences et références respectives. Il sera désigné un chef de projet qui sera l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur.
- **La description des moyens matériels** affectés à cette mission.
- **Un calendrier prévisionnel** décrivant le phasage des prestations

- **Le présent document** et ses annexes techniques et financières dûment complétés, datés et signés et valant acte d'engagement.

B.2 - Conditions de remise des offres

Le retrait du dossier de consultation au format dématérialisé est possible par téléchargement sur le profil d'acheteur, sur  **PLACE**, la plate-forme des achats de l'État accessible sur le lien suivant : (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>) sous la référence publique "2025_DDT81_PDPFCI", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation.

Les candidatures et les offres des candidats sont entièrement rédigées ou traduites en français ainsi que les documents de présentation associés.

Les offres et pièces constitutives de l'offre sont établies en euros et transmises en une seule fois. Elles seront remises obligatoirement par échange électronique.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

1 - Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte par le pouvoir adjudicateur la dernière offre reçue par voie électronique, dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence **2025_DDT81_PDPFCI**.

En outre, cette transmission se fera selon les modalités suivantes :

- l'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres fixées au **05/10/2025 à 17h00** ;
- les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- les documents à fournir devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- seuls les formats de types pdf, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archive au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

2 - Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde transmise au pouvoir adjudicateur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ». Elle sera transmise sous pli cacheté et portera l'adresse et mentions suivantes :

**Direction Départementale des Territoires du Tarn
Service économie agricole et forestière
Cité administrative « Bâtiment A » ,19 rue de Ciron
81013 ALBI Cedex 09**

**COPIE DE SAUVEGARDE POUR :
Offre relative à « la révision du Plan Départemental de Protection de la Forêt Contre les Incendies du
Tarn (PDPFCI) »**

Nom du candidat ou des membres de groupement candidat

" NE PAS OUVRIR "

L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées.

3 - Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées ci-dessus :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les offres remises par voie électronique ;
- lorsqu'une offre est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

4 - Renseignements complémentaires :

Pour obtenir des compléments d'informations d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande à travers la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence « **2025_DDT81_PDPFCI** ».

Une réponse sera alors adressée par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres.

B.3 - Critères de jugement des offres

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article [L.2152-5 du CCP](#). Elles seront traitées conformément aux articles [R.2152-3 à R.2152-5 du CCP](#).

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles [L.2152-1 et L.2152-4 du CCP](#). Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article [R.2152-1 du CCP](#).

Le pouvoir adjudicateur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant de chaque offre conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :

Critères de jugement des offres	Pondération
La valeur technique jugée au travers du mémoire technique détaillé à l'article B.1 (évaluation qualitative de la méthodologie proposée, du calendrier détaillé par phases, niveau de compétence et expérience des intervenants sur les domaines requis tels que DFCI, cartographie, analyse de politiques publiques, animation, concertation, communication...)	50,00 %
Le prix des prestations jugé au travers du montant inscrit dans le présent document et détaillé dans « l'annexe financière G »	40,00 %
La valeur environnementale jugée au travers du mémoire technique détaillé à l'article B.1 (évaluée notamment sur la description du candidat de sa politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre applicable aux déplacements des personnes pour la réalisation des prestations du présent marché et autres engagements/démarches décrits par le candidat en faveur des enjeux de sobriété énergétique)	10,00 %

L'analyse des offres sur le critère du prix porte uniquement sur le montant total de la mission inscrite au paragraphe E.4 du présent document et détaillé dans « l'annexe financière G ».

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté au paragraphe E.4 du présent document et le montant inscrit sur « l'annexe financière G », seul le montant porté au paragraphe E.4 du présent document prévaudra et fera foi pour le jugement des offres.

Le cas échéant, si ce candidat est retenu, il sera tenu de mettre en concordance le cadre de l'annexe financière G avec le montant total inscrit au paragraphe E.4 du présent document, sous peine du rejet de son offre.

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à une négociation au maximum avec les 2 candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés. En revanche les candidats sont réputés remettre une offre de prix concurrentielle dès l'offre initiale car ce recours à la négociation ne présente pas un caractère obligatoire.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidat(s) retenu(s) par le Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'échange écrit, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le mail/fax.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

À l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans le délai maximal indiqué lors des échanges. Cette date de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

B.4 - Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination :

- Direction départementale des territoires du Tarn

Signataire du marché :

- Monsieur le directeur départemental des territoires du Tarn par délégation du Préfet du Tarn en date du 15/11/2024

Adresse : 19 rue de Ciron 81013 Albi

Contact pour obtenir des informations :

Service économie agricole et forestière, Bureau
Forêt chasse

- *Mme RANSAN – Tél. 05 81 27 59 61*

mail : aurelie.ransan@tarn.gouv.fr

OU

- M^{me} SEFRAOUI – Tél. 05 81 27 51 22

mail : ddt-foret@tarn.gouv.fr

- Désignation, adresse, numéro de téléphone
du comptable assignataire :

Monsieur le Directeur régional des finances
publiques de la région Occitanie
Direction régionale des finances publiques
15 place Occitane, 31000 TOULOUSE
Tél : 05 61 26 54 45

- Imputation budgétaire :

Budget général de l'État – programme 149

- Facturation :

Les factures seront à adresser sous forme dématérialisée, en utilisant exclusivement le portail de facturation « CHORUS PRO » disponible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr> conformément
aux dispositions de l'article E12 ci-après.

D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE (à compléter par le(s) candidat(s))

- Nom de l'entreprise et nom du représentant ayant pouvoir :

The following information was obtained from the review of the records of the Department of Health Services, Division of Public Health, Bureau of Communicable Diseases, regarding the case of the patient who died on 12/12/1968:

- Téléphone, télécopieur, courriel :

- Adresse :

- SIRET :

[illegible]

- Coordonnées bancaires, IBAN (*joindre un RIB*) :

The image shows four 2x4 grids, each representing the number 8. The first grid is horizontal. The second grid is vertical. The third grid is diagonal, sloping downwards from left to right. The fourth grid is diagonal, sloping upwards from left to right.

D.1 - Si sous traitance

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, un formulaire **DC4** téléchargeable sur le portail du ministère de l'Économie, des Finances, de l'Action et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr> sera à annexer pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

D.2 - Si groupement d'entreprises

■ Nature du groupement : Conjoint / Solidaire (*raier la mention inutile*)

■ Identification du mandataire :

--

■ SIRET :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

■ Identification des autres membres du groupement :

■ SIRET :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

■ Répartition des prestations avec indication du poste technique et des montants HT par membre :

■ Coordonnées bancaires, IBAN (*joindre un RIB*) :

E. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

E.1 - Procédure du marché

Ce marché est passé selon une procédure adaptée.

Les variantes ne sont pas autorisées et il n'y a pas d'option.

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises.

Si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

Le présent marché est un marché à tranches, à prix forfaitaires.

Conformément aux articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique, le présent marché se compose d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle dont l'exécution de cette dernière est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir, notifiée au titulaire dans les conditions fixées en article E.2 du présent marché.

E.2 - Durée et délai d'exécution

La durée d'exécution du marché est de 24 mois à compter de la date de notification de la tranche ferme.

Le délai d'exécution de chaque tranche est fixé comme suit :

Tranche ferme		
Phase 1	5 mois	L'exécution de la tranche ferme (phase 1) débute à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations au titulaire. La phase 1 se termine à la validation des livrables par le Copil.
Délai de concertation sur le classement des massifs à risque, par les services de l'État	2 mois	
Phase 2	12 mois	La phase 2 se termine à l'approbation, par arrêté préfectoral du renouvellement du PDPFCI. La durée de validation étant estimée à un mois et incluse dans la phase 2.
Tranche optionnelle		
Phase 3	5 mois	L'exécution de la tranche optionnelle débute à compter de la date de notification de la décision d'affermissement, dans un délai maximum de 3 mois après réception validée de la tranche ferme, selon les modalités prévues en annexe technique F. La phase 3 se termine à la validation des livrables par le Copil.

A titre indicatif, le début des prestations est prévu pour le mois de décembre 2025.

E.3 - Lieu d'exécution

L'ensemble des prestations à réaliser auront lieu dans le département du Tarn.

E.4 - Prix (voir Annexe G)

Le marché est conclu :

- à **prix forfaitaires** résultant de l'annexe financière figurant en paragraphe G pour un montant de :

Taux de la TVA : %

- **Montant total hors taxes :**

Montant hors taxes arrêté en chiffres à : €

Montant hors taxes arrêté en lettres à :

.....

- **Montant total TTC :**

Montant TTC arrêté en chiffres à : €

Montant TTC arrêté en lettres à :
.....

La mission définie au présent marché se décompose en :

- 1 tranche ferme
- 1 tranche optionnelle

1 - Tranche ferme :

La tranche ferme correspond aux phases 1 et 2 du présent marché.

Les prestations de la tranche ferme seront rémunérées par application du prix global et forfaitaire suivant :

Montant total hors taxes :

Montant hors taxes arrêté en chiffres à :€

Montant hors taxes arrêté en lettres à :

.....
.....

Montant total TTC :

Montant TTC arrêté en chiffres à :€

Montant TTC arrêté en lettres à :

.....
.....

2 – Tranche optionnelle :

La tranche optionnelle correspond à la phase 3 du présent marché.

Les prestations de la tranche optionnelle seront rémunérées par application du prix global et forfaitaire suivant :

Montant total hors taxes :

Montant hors taxes arrêté en chiffres à :€

Montant hors taxes arrêté en lettres à :

.....
.....

Montant total TTC :

Montant TTC arrêté en chiffres à :€

Montant TTC arrêté en lettres à :

E.5 - Forme des prix et variation des prix

L'offre de prix est réputée comprendre toutes les prestations et interventions prévues dans l'annexe technique F, valorisées financièrement à l'article E.4 et détaillées dans « l'annexe financière G », sans forme de révision.

L'offre de prix est réputée comprendre toutes les dépenses liées à la méthodologie retenue par le titulaire pour exécuter sa mission (Cf mémoire technique du candidat joint à l'offre).

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remises des offres, appelé **mois zéro MO**, actualisable suivant les modalités suivantes :

- Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est : **ING : Ingénierie**

Il est publié sur le site internet de l'INSEE

- Le coefficient d'actualisation **Cn** applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :

$$Cn = Id-3 / Io$$

avec Io = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

Id-3 = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché moins 3 mois.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle du présent marché, le délai de validité supérieur à 3 mois étant atteint, la clause d'actualisation sera mise en œuvre. Dans ce cas, le prix ferme de la tranche optionnelle sera actualisable à la date de début d'exécution de cette dernière.

E.6 - Avances

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Sous réserve des dispositions des articles [L.2191-2 et L.2191-3](#) et [R.2191-3 à R.2191-12](#) du CCP, le montant de l'avance, en cas de caractère obligatoire, est fixé à 20 % du montant TTC du marché mentionné en annexe G.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les co-traitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Conformément aux articles [L.2191-2 et L.2191-3](#) et [R.2191-3 à R.2191-12](#) du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

E.7 - Pénalités et Réfaction

Les mesures recensées ci-dessous s'appliquent sur simple constatation du pouvoir adjudicateur et sans mise en demeure préalable. Celles-ci s'appliquent au montant TTC à rémunérer au titulaire au titre du paiement.

- Réfaction de prix en cas d'exécution faisant l'objet d'observations récurrentes de la part du pouvoir adjudicateur et non suivies d'effet Application d'un abattement de 20 % du forfait TTC de la mission pour les prestations en parties recevables (NB : cette mesure ne peut être introduite qu'au stade de la réception des prestations)

E.8 - Assurances

Le titulaire et leurs sous-traitants éventuels doivent justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

À l'occasion de chaque renouvellement de son contrat d'assurance ou de toute modification, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur l'ensemble des justificatifs actualisés cités ci-dessus dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de la mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

E.9 - Résiliation

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles [R.2143-6 à R.2143-10 du CCP](#) peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles [L.2141-1 à L.2141-11 du CCP](#) ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles [L.2195-1 à L.2195-6 du CCP](#).

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 31 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article [L.8222-6 du Code du travail](#), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles [L.8221-3 à L.8221-6](#) sur le travail dissimulé.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire pourra prétendre à une indemnisation du préjudice subi, dans la limite de 4% du montant HT en prix de base des prestations non réalisées à la date d'effet de la décision de résiliation.

E.10 - Règlement des litiges

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

E.11 - Utilisation des résultats

Le CCAG Prestations intellectuelles s'applique et le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, sans limitations et dans les conditions définies.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

E.12 - Règlement des prestations

1 - Modalités du règlement des comptes :

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées selon les dispositions prévues à l'**annexe « G »**.

Les demandes de paiement, afférentes à un acompte, correspondent au pourcentage des prestations réalisées dans la période retenue par le titulaire fixées comme suit :

Pour la tranche ferme :

- à l'issue de la phase 1 : 30 % du montant total de la tranche ferme ;
- en phase 2 :
 - validation des travaux de l'analyse du risque et évaluation des stratégies mises en œuvre : 35 % du montant total de la tranche ferme ;
 - à l'issue de la phase 2 : 35 %

Pour la tranche optionnelle

à l'issue de la phase 3 : 100 % du montant total de la tranche optionnelle ;

2 - Modalités de transmission des pièces de paiement :

Le prestataire devra exécuter les prestations dans les conditions décrites au paragraphe F «annexe technique» et simultanément établir la facture se rapportant aux prestations réalisées.

Ces factures seront déposées sur le portail factures de l'État : <https://chorus-pro.gouv.fr/>, avec les identifiants suivants :

- **SIRET des services de l'État : 11000201100044**
- **code service exécutant : CGFB200031**
- **numéro d'engagement juridique (n° bon de commande Chorus)**

La demande de paiement porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les références et date de notification du marché ;
- la mention «Factures DDT81/CF xxxxxxxxxxxx» ;
- les nom et adresse du créancier ;
- le détail des prestations réellement réalisées justifiant le montant à payer au titulaire en prix de base (€ HT) ;
- les références bancaires du compte à créditer.

3 - Paiement direct des sous-traitants :

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles [R.2193-10 à R.2193-16 du CCP](#) complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation sur laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

E.13 - Délai de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles [L.2192-12 à L.2192-14](#) et [R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP](#), au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA via l'application CHORUS PRO.

F. ANNEXE TECHNIQUE (valant cahier des charges)

Table des matières

F. ANNEXE TECHNIQUE (VALANT CAHIER DES CHARGES).....	13
Introduction.....	14
1 – Objectif de l'étude.....	14
2 – Contexte DFCI du Tarn.....	15
3 – Cadres réglementaire et technique.....	16
4 – Contenu de la phase 1 : Prise de connaissance de la carte de sensibilité (et / ou de qualification des massifs) produite par le niveau national, vérifications et ajustements.....	17
4.1. Étapes du projet national.....	17
4.2. Missions.....	17
5 – Contenu de la phase 2 : Étude de renouvellement du PDPFCI.....	18
5.1. Analyse du risque – définition et cartographie des massifs forestiers au 1/25000ème.....	18
5.2. Évaluation des stratégies mises en œuvre en matière de prévention, de surveillance et de lutte.....	19
5.3.Document d'orientation.....	19
5.4.Prise en compte des PDPFCI des départements limitrophes.....	20
6 – Contenu de la tranche optionnelle – phase 3 :.....	20
Démarche de concertation en vue de faire émerger des projets de plan de protection de massif.....	20
7 – Rendu de l'étude.....	21
7.1. Pour la phase 1 : Prise de connaissance de la carte de sensibilité (et/ou de qualification des massifs) produite par le niveau national, vérifications et ajustements.....	21
7.2. Pour la phase 2 : étude de renouvellement du PDPFCI.....	21
7.3. Pour la tranche optionnelle - phase 3	21
7.4. En commun pour les 3 phases du marché	22
8 – Déroulement et suivi de l'étude.....	22
8.1. Comité de pilotage et comité technique.....	23
8.2. Étapes de validation.....	24
9 – Documents mis à disposition du prestataire.....	24
Annexe du cahier des charges.....	26
Contenu du rapport.....	26

Introduction

En vertu de l'arrêté interministériel du 20 mai 2025 modifiant l'arrêté du 6 février 2024, les massifs forestiers du département du Tarn sont considérés, conformément à l'article L.133-1 du code forestier, comme particulièrement exposés au risque d'incendie, à l'exception de ceux identifiés à moindre risque dans l'annexe 2 de cet arrêté.

Dans ces territoires, l'article L133-2 du même code rend obligatoire l'existence d'un plan départemental ou interdépartemental de protection des forêts contre les incendies. L'autorité administrative compétente de l'Etat élabore ce plan qui définit des priorités par territoire constitué de massifs ou de parties de massif forestier. A ce titre, il peut prévoir des dispositions relatives à l'aménagement de l'espace rural ayant pour finalité la protection des bois et forêts. Il intègre le risque d'incendie de surfaces agricoles et de végétation.

Pour être éligibles aux aides de l'Etat et de l'Union Européenne, les opérations d'investissements forestiers ou les actions forestières à caractère de protection de la forêt contre l'incendie doivent s'inscrire dans le cadre d'un PDPFCI.

Dans le département du Tarn, deux générations de PDPFCI ont vu le jour :

- PDPFCI 2007-2013, s'agissant du 1^{er} document mis en œuvre,
- PDPFCI 2017-2026, correspondant au dernier document actuellement en cours de déclinaison, dont la période de validité se termine au 31 décembre 2026.

L'objectif est désormais de réviser une nouvelle fois le PDPFCI du Tarn afin de le rendre opérationnel sur la nouvelle période 2027-2036.

1 – Objectif de l'étude

La présente étude a pour objectif de réaliser le nouveau PDPFCI 2027-2036 du Tarn.

Conformément à l'article L.133-2 du Code forestier, chaque plan a pour objectifs la diminution du nombre de départs de feux de forêts, de surfaces agricoles et de végétation proches des massifs forestiers et la réduction des surfaces brûlées ainsi que la prévention des risques d'incendies et la limitation de leurs conséquences, dans l'intérêt des personnes, des biens, des activités économiques et sociales et des milieux naturels.

Ce plan doit permettre de construire, sur des bases législatives et réglementaires établies, un cadre d'évaluation, d'identification des actions et de planification de la politique de gestion du risque d'incendie de forêt, aux échelles spatiales et temporelles les plus appropriées.

Le plan portera non seulement sur les forêts, les espaces forestiers et les interfaces, mais aussi sur les espaces interstitiels, attenants ou non aux massifs, espaces naturels ou agricoles, qui représentent un risque fort de départ ou de transmission d'incendie.

En effet, il apparaît nécessaire d'assurer une meilleure prise en compte du risque lié aux feux de végétation, et qui peuvent dégénérer en feux de forêt. Ils mobilisent les moyens de secours dans un département qui connaît une déprise agricole dans certains secteurs, et où ces terres en déshérence concourent à l'augmentation des risques.

La meilleure prise en compte de cet enjeu est une des attentes du renouvellement du PDPFCI.

La durée prévue du plan est de 10 ans, de 2027 à 2036.

La prestation est prévue dans le cadre d'une tranche ferme composée de deux **phases** complémentaires ainsi que d'une tranche optionnelle :

Tranche ferme
Phase 1 : prise de connaissance de la carte de sensibilité (et/ou de qualification des massifs) produite par le niveau national, vérifications et ajustements
Phase 2 : révision du Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI)
Tranche optionnelle
Phase 3 : Démarche de concertation sur les plans de protection de massifs – émergence de projets

2 – Contexte DFCI du Tarn

Le département du Tarn est classé au titre de l'article L.133-1 du code forestier. Par conséquent, il est considéré comme particulièrement exposé au risque d'incendie.

L'analyse de l'historique des feux de végétation sur plus de 10 ans (2015-2023) permet de mettre en exergue une moyenne annuelle de 49 ha brûlés dans le département, avec néanmoins de fortes disparités en fonction des années référencées. Une année a été particulièrement marquante sur cette période : 2022 avec 204 ha environ brûlés, dont 29 ha de forêt.

L'été 2022 a plus particulièrement marqué les acteurs de la DFCI dans le département, et plus généralement l'ensemble de la population.

Dans ce contexte, et plus encore depuis l'été 2022, les partenariats et actions liées à la DFCI sont progressivement montés en puissance dans le département. Les deux précédents PDPFCI ont permis de bien identifier les problématiques et les enjeux et de structurer les différentes actions de prévention.

Parmi le panel d'actions mises en œuvre, il est possible de citer :

- la révision de l'arrêté préfectoral sur les obligations légales de débroussaillage en mai 2025,
- le démarrage de l'élaboration d'une base de donnée partagée des équipements DFCI par le SDIS,
- l'information et la formation des élus aux obligations légales de débroussaillage sachant que 55 communes sont concernées dans le département depuis 2018.

De plus, d'autres actions complémentaires ont été ajoutées suite aux incendies de la saison estivale 2022 :

- la mise en œuvre de patrouilles de surveillance des massifs en période à risque (depuis 2023 dans le cadre de la MIG ONF DFCI) ;
- la restriction de l'apport et de l'usage de certains appareils, matériels et engins dans les massifs forestiers en période de risque ;
- l'interdiction d'accès aux massifs forestiers et la fermeture de certaines voies ouvertes à la circulation publique en période de risque ;
- l'identification des massifs forestiers à risque (jusqu'à peu pertinents) ;
- la mise en place d'une cellule de brûlage dirigé.

A noter que la finalisation de certaines de ces actions complémentaires est dépendante de la production de la carte relative à la délimitation et qualification des massifs dont le travail d'élaboration est en cours actuellement (voir ci-dessous).

Ces différentes actions se mettent en œuvre au travers d'un partenariat inter-services renforcé depuis plusieurs années dans le cadre d'un dialogue permanent (préfecture, DDT, SDIS, ONF, collectivités, etc.).

Dans le cadre de l'élaboration de l'actuel PDPFCI (2015-2017), une carte d'aléa a été réalisée et sert encore de base de données pour l'identification des massifs à risques et la déclinaison des obligations légales de débroussaillage (OLD).

La méthode retenue à l'époque (MTDA - 2015) pour le calcul de l'aléa prenait en compte :

- l'intensité du front de feu (avec l'exploitation des données de végétation de la BD Forêt V2 de l'IGN, des vents dominants, et de l'échelle nationale d'intensité établie par l'IRSTEA) ;
- l'occurrence croisant le calcul des probabilités d'éclosion (analyse des données historiques) et de propagation du feu (via une modélisation).

A noter qu'un travail est actuellement mené à l'échelle des départements de l'ancienne région Midi-Pyrénées afin d'aboutir à une délimitation et qualification des massifs (niveau de sensibilité) au titre de l'article L.133-1 du code forestier. Ce travail cartographique est mené sous l'égide nationale (ministère chargé de la forêt) avec l'appui d'une équipe scientifique (ONF et IGN notamment). En parallèle, l'élaboration d'une carte nationale de sensibilité au danger prévisible de feux de forêt et de végétation (= carte d'aléa), au titre de l'article L.567-1 du code de l'environnement, est prévue avec une première publication fin 2026. **Dans ce contexte de productions cartographiques actualisées (sur 2025/2026) émanant de l'échelon national, la réalisation d'une nouvelle carte d'aléa n'est pas demandée au titre de la présente consultation. Le bureau d'étude aura néanmoins pour mission de prendre connaissance de la carte de sensibilité (et/ou de qualification des massifs) produite par le niveau national, de réaliser des vérifications de terrain, et enfin de proposer au besoin des ajustements.**

Enfin, il est apparu comme évident que l'aléa feu de forêt doit bénéficier d'une prise en compte, justifiée par les effets à prévoir, du changement climatique sur nos territoires de plus en plus sensibles. Les travaux cartographiques réalisés par le niveau national prennent notamment en compte ces évolutions climatiques. Aussi, un regard critique du prestataire sur ce sujet sera bienvenu.

3 – Cadres réglementaire et technique

Le contenu, la portée et le cadre d'élaboration du PDPFCI sont inscrits aux articles [L133-2](#) et [R133-1 à R133-11](#) du Code forestier.

[L'instruction technique du 16 avril 2020 n° DGPE/SDFCB/2020-242](#) précise le contenu du PDPFCI, propose un canevas général et définit le mode d'élaboration de ce plan.

[L'instruction technique DGPE/SDFCB/2017-392 du 27/04/2017](#), relative aux conditions de financement, par des aides publiques (Programme 149 du budget de l'État), de projets d'investissements relatifs à la défense des forêts contre les incendies (DFCI) est aussi à prendre en compte.

La révision du PDPFCI du Tarn s'inscrit dans ce cadre réglementaire et technique. Le prestataire retenu pour son élaboration doit établir son offre et réaliser ses prestations conformément au Code forestier et à ces instructions.

L'instruction technique du 16 avril 2020 citée plus haut fait actuellement l'objet d'un groupe de travail national afin de l'ajuster aux évolutions réglementaires ayant eu lieu depuis 2023.

En fonction de l'avancement de ce travail et de celui du PDPFCI, il conviendra de prendre en compte au maximum les évolutions de cette instruction.

Voir au point 9 du présent CCTP les autres documents qui seront mis à disposition du prestataire.

4 – Contenu de la phase 1 : Prise de connaissance de la carte de sensibilité (et / ou de qualification des massifs) produite par le niveau national, vérifications et ajustements

Comme évoqué dans le contexte, un travail est actuellement mené à l'échelle des départements de l'ancienne région Midi-Pyrénées afin d'aboutir courant 2025 à une délimitation et qualification des massifs (niveau de sensibilité). En parallèle, l'élaboration d'une carte nationale de sensibilité au danger prévisible de feux de forêt et de végétation (= carte d'aléa) est prévue avec une première publication fin 2026.

4.1. Étapes du projet national

Les étapes du projet concernant la cartographie de délimitation et qualification des massifs sont les suivantes :

1^{re} étape (automne 2024 à été 2025) : identifier les entités de végétation forestière.

Le principe est de procéder à des regroupements et découpages pour avoir des entités ni trop grandes ni trop petites. Ce travail se fait à partir du masque forêt de la BD forêt V3 de l'IGN.

2^e étape (été à automne 2025) : qualifier les entités avec la sensibilité de la végétation.

Pour réaliser ce travail, l'ONF prend notamment en compte :

- les cartes de sensibilité brute produites à l'échelon national. Concrètement, la carte disponible actuellement est la carte d'aléa du PPFCI 2017-2026.
- les données météorologiques qui intègrent des scénarios de changement climatique,
- les cartes d'occurrence disponibles à l'échelle des communes (s'agissant d'une modélisation des probabilités de feux de plus de 20 ha réalisée par l'INRAE).

A ce jour (août 2025), ce travail est en cours avec des premières ébauches de cartes qui sont en cours de production. Une qualification de la sensibilité à l'intérieur des massifs devrait normalement être disponible à la fin de l'été ou au début de l'automne 2025, soit préalablement au démarrage du marché objet de la présente consultation.

Le découpage, la qualification et l'éventuel classement des entités retenues comme à risque DFCI seront in fine validés par chaque DDT.

4.2. Missions

Dans ce contexte, le bureau d'étude aura pour mission de :

- **Prendre connaissance de la carte de qualification de la sensibilité ayant été réalisée pour le département du Tarn dans le cadre du travail scientifique mené au niveau national par l'ONF et l'IGN.**

A minima une réunion d'échange (en visio) devra être programmée entre l'ONF (référént national chargé de l'étude), le bureau d'étude et la DDT. L'objectif de cet échange est de bien comprendre la méthodologie qui a été opérée pour parvenir aux résultats de la carte de qualification de la sensibilité ;

- **Identifier les éventuels paramètres qui influent sur le risque d'incendie non pris en compte par le niveau national** au travers d'un regard critique ;
- **Réaliser des investigations de terrain afin d'évaluer la cohérence de la nouvelle carte nationale.**

Ces vérifications se feront à travers une méthodologie pertinente qui devra être proposée et détaillée (méthodes d'échantillonnage et de mesures techniques et scientifiques) par le bureau d'étude dans son offre. Les vérifications de terrain porteront notamment sur la prise en compte des dépérissements forestiers observés depuis plusieurs années, qui s'accroissent. Ceux-ci ont pour conséquences soit la présence de masses importantes de combustible sec, soit la mise en régénération des parcelles, souvent en résineux, générant une augmentation du risque incendie. Les zones concernées par des dépérissements à l'échelle du département sont les suivantes : Sidobre, Monts de Lacaune et Montagne Noire.

- Produire un rapport de synthèse sur les observations réalisées et leur cohérence par rapport à la nouvelle carte produite par le niveau national, et proposer des ajustements.

Ce rapport illustré devra permettre de mettre en exergue à la fois les points satisfaisants mais également les éventuelles incohérences. Dans cette logique, le prestataire devra proposer au besoin des ajustements argumentés.

Le rapport sera validé en COPIL après passage en COTECH (cf point 8.1).

5 – Contenu de la phase 2 : Étude de renouvellement du PDPFCI

Cette partie du marché consistera en un renouvellement du PDPFCI. Elle comprendra l'évaluation de la stratégie et des actions départementales en matière de prévention, la production d'un document d'orientation, d'un bilan technique et financier et des représentations cartographiques.

Le nouveau PDPFCI du Tarn comprendra l'ensemble des éléments énumérés dans l'annexe 1 du présent **cahier des charges**, décrivant un cadre type pour le PDPFCI (instruction technique n° 2020-242 du 16 avril 2020), avec des adaptations possibles pour bien prendre en compte le contexte local. Par exemple, il ne sera pas demandé la production d'une nouvelle carte d'aléa, mais plutôt un regard critique sur la carte de qualification du niveau de sensibilité élaborée par le niveau national.

Le plan départemental de protection des forêts contre les incendies comprendra le rapport de présentation et le document d'orientation assorti de documents graphiques.

5.1. Analyse du risque – définition et cartographie des massifs forestiers au 1/25000ème

Il s'agit ici des massifs forestiers entendus comme bassins ou sous-bassins de risque. Il est entendu que la notion de sous bassin de risque a une visée essentiellement liée aux plans de protection de massifs tels que définis dans le Code forestier, et donc aux actions locales du PDPFCI.

Le PDPFCI doit comporter une analyse du risque (croisement de l'aléa et des enjeux) et une délimitation des massifs forestiers. Concernant l'analyse de l'aléa, il est bien précisé que ce travail ne sera qu'une reprise de la partie technique n°1 intégrant un regard critique. Au sujet des enjeux, le prestataire devra en faire une analyse approfondie en prenant également en compte leur évolution probable. Plusieurs données pourront ainsi être mises à disposition du prestataire et exploitées afin de bien prendre en compte les enjeux : cartographies de l'urbanisation actuelle et à venir (PLUI), recensement des infrastructures touristiques (campings, etc.) données de fréquentation du public sur les sites touristiques et de fréquentation routière, recensement des aménagements sensibles (type parcs solaires et éoliens), etc.

Concernant la définition des massifs DFCI, il s'agit d'un découpage en termes de sous-bassins de risque correspondant aux périmètres des plans de massifs à venir. Actuellement, le département du Tarn est découpé en 6 bassins de risque DFCI, utilisés pour le risque estival et les restrictions associées. Le travail en cours sur le classement des massifs à risque (cf phase 1) doit aboutir à un découpage plus fin des bassins de risque. Un découpage en sous-bassins de risque est donc à réaliser.

Le prestataire devra proposer, de manière concertée avec les membres du COTECH, un affinage du découpage des bassins (au besoin) et surtout la création du découpage des sous-bassins de risque. Enfin, une hiérarchisation des différents sous-bassins devra être proposée par le prestataire dans la perspective de priorisation des plans de massifs à venir au regard de l'exposition au risque.

5.2. Évaluation des stratégies mises en œuvre en matière de prévention, de surveillance et de lutte

Le nouveau plan devra comporter une évaluation de la mise en œuvre du PDPFCI précédemment en vigueur sur la période 2017-2026.

Le bilan se basera sur les domaines d'actions identifiées dans les documents d'orientation du PDPFCI 2017-2026, avec :

- les actions à caractère réglementaire ;
- les actions visant à renforcer l'information préventive et à réduire le nombre de départs de feux ;
- les actions visant à améliorer la connaissance de l'existant ;
- les actions relevant de l'aménagement du terrain pour la lutte ;
- les actions visant à protéger les enjeux humains actuels et futurs ;
- les actions à caractère opérationnel ;
- les actions de coordination et de suivi.

L'analyse portera également sur les actions non formalisées dans le précédent PDPFCI mais néanmoins mises en œuvre, en suivant la nomenclature de l'annexe 1, chapitre 2- Évaluation des stratégies mises en œuvre en matière de prévention, de surveillance et de lutte, de l'instruction du 16 avril 2020.

Il sera notamment nécessaire de rajouter le bilan des actions complémentaires ayant été rajoutées en 2023 faisant suite à la situation post-incendies de l'été 2022 :

- les actions de surveillance en période à risque (avec bilan des patrouilles déployées depuis l'été 2023 dans le cadre de la MIG ONF DFCI)
- les actions visant l'identification des massifs forestiers et fixant des restrictions ou interdictions d'accès et d'usages en période à risque.

Concernant plus spécifiquement les actions à caractère réglementaire et notamment liées à l'arrêté préfectoral OLD de 2025, il est demandé au prestataire d'apporter un regard critique sur les modalités techniques retenues. Ce regard devra notamment porter sur les largeurs de traitement OLD retenues, qu'il s'agisse des enjeux localisés comme linéaires (réseau routier, infrastructures électriques et ferroviaires). L'objectif est d'établir si les modalités de traitement sont bien en adéquation avec le contexte et les enjeux locaux.

5.3.Document d'orientation

L'élaboration du PDPFCI portera sur le document d'orientation, comprenant l'établissement des fiches actions, qui doivent être décrites, quantifiées et priorisées.

Ce document d'orientation sera issu d'une étroite concertation avec les partenaires de la politique DFCI du département. La DFCI est en effet une politique partenariale, mobilisant de multiples acteurs. Le PDPFCI doit être pour les partenaires un cadre stratégique de travail futur, partagé et approuvé collectivement, qui intègre et valorise les contributions de chacun.

La concertation visera à ce que l'ensemble des actions soient définies avec pertinence technique, pragmatisme, efficience, eu égard aux moyens techniques, financiers et humains à mobiliser par les partenaires pour leur mise en œuvre.

Il sera établi une programmation et une proposition d'organisation, en matière de suivi, du nouveau PDPFCI et de ses actions (bilans technique, financier et budgétaire).

Les documents graphiques à établir au titre du plan de protection des forêts contre les incendies viendront illustrer et compléter le rapport de présentation et le document d'orientation. Ils constituent une image du territoire au moment de l'établissement du plan. Ils seront constitués à partir d'un système d'information géographique départemental dont les couches de données pourront être facilement échangées, entre les acteurs de la prévention et de la lutte contre les incendies.

Les cartographies à inclure dans le PDPFCI sont a minima les suivantes :

- carte des massifs forestiers et des zones sensibles aux incendies de forêts ;
- cartographies des espaces concernés par les obligations légales de débroussaillage conformément à l'arrêté interministériel en vigueur au moment de la publication du plan (actuellement celui du 20 mai 2025 modifiant l'arrêté initial du 6 février 2024) ;
- cartographies des équipements DFCI à réaliser incluant les équipements existants. La réalisation d'un inventaire est actuellement en cours par le SDIS. Cette carte sera donc à réaliser en fonction de l'état d'avancement de cet inventaire ;

L'ensemble de ces cartographies feront l'objet d'un atlas de travail à l'échelle appropriée (à minima à l'échelle des bassins et sous-bassins de risque qui auront été répertoriés).

Une fiche action spécifique à la sécurisation juridique des aménagements de DFCI devra être identifiée dans un contexte de fortes attentes nationales comme locales par rapport à ce sujet. Cette dernière devra inclure une expertise de la situation actuelle dans le département du Tarn et surtout des préconisations dans une logique pragmatique et opérationnelle.

Le contexte départemental à forte production forestière impliquant forcément la multifonctionnalité des voies DFCI (ce qui est moins le cas dans la zone Méditerranée), une analyse des expériences des autres départements concernés en matière de servitudes DFCI devra être réalisée.

5.4.Prise en compte des PDPFCI des départements limitrophes

La cohérence avec les PDPFCI des départements limitrophes du Tarn en vigueur ou en cours d'élaboration, sera recherchée. Une attention particulière sera portée sur les départements situés dans la zone de défense et de sécurité Sud.

Prise en compte des évolutions de l'instruction technique du 16 avril 2020

Un travail concerté est actuellement en cours au niveau ministériel afin de faire évoluer l'instruction technique notamment suite à la loi du 10 juillet 2023.

Les évolutions qui pourront émerger du groupe de travail national devront être prises en compte dans la mesure du possible, en fonction de l'avancement du projet de PDPFCI.

6 – Contenu de la tranche optionnelle – phase 3 :

Démarche de concertation en vue de faire émerger des projets de plan de protection de massif

La loi du 10 juillet 2023 indique, dans son article 36 (L133-2 du Code forestier) :

« Le plan mentionné au même premier alinéa est décliné en plans de protection des massifs contre les incendies établissant, pour chaque massif forestier homogène, une stratégie collective concertée associant les parties prenantes des stratégies locales de développement forestier [...]. Ces plans de protection des massifs contre les incendies comportent un programme de sensibilisation et de conseils personnalisés de la part de techniciens habilités, tendant à la réalisation effective des obligations légales de débroussaillage et d'actions d'aménagement ou de valorisation de la forêt contribuant à la protection des forêts contre les incendies. »

Cette partie vise à permettre l'émergence, dans les 4 sous bassins de risque qui seront identifiés comme prioritaires dans le PDPFCI, d'un ou de plusieurs porteurs de projet de plans de protection de massif à même d'une part de réaliser les études préalables nécessaires et d'autre part de porter l'animation de ce plan sur le long terme.

Une stratégie de concertation devra être proposée en direction de porteurs de projet potentiels (EPCI notamment, syndicats intercommunaux ou autre structure), comportant a minima des réunions d'information sur le PDPFCI et les plans de protection de massif.

Cette stratégie devra s'appuyer sur l'expérience d'autres départements, en particulier sur le type de structures porteuses de projet.
Elle doit être détaillée par le bureau d'étude dans son offre.

7 – Rendu de l'étude

Les documents de rendu de l'étude sont composés de :

7.1. Pour la phase 1 : Prise de connaissance de la carte de sensibilité (et/ou de qualification des massifs) produite par le niveau national, vérifications et ajustements

Un rapport de synthèse (incluant des éléments méthodologiques et descriptifs, cartographies, photos, etc.) concernant cette partie technique est attendu.

Ce rapport illustré devra permettre de mettre en exergue à la fois les points satisfaisants mais également les éventuelles incohérences. Dans cette logique, le prestataire devra proposer au besoin des ajustements argumentés.

7.2. Pour la phase 2 : étude de renouvellement du PDPFCI

- **un document final** illustré en couleur, le PDPFCI (rapport de présentation du PDPFCI et document d'orientation), auquel seront annexées les **cartographies** produites, comprenant a minima les cartographies citées au point 5 de l'annexe du présent cahier des charges ;
- **un document annexe** reprenant les documents produits au cours de l'étude qui ne peuvent pas être intégrés au PDPFCI (CR de réunions, analyses, etc) ;
- **les bases de données et documents cartographiques** créés au cours de l'étude en format Système d'Information Géographique ;
- **un diaporama de présentation du PDPFCI** destiné à permettre au commanditaire de communiquer sur celui-ci, y compris sur son élaboration ;
- **Un flyer** mentionnant les points clés du PDPFCI, à destination notamment des élus.

7.3. Pour la tranche optionnelle - phase 3

Concernant cette partie, sont attendus :

- **Un rapport de synthèse** des démarches entreprises dans les 4 sous bassins ciblés (incluant des éléments méthodologiques, cartographies, compte rendus de réunions etc.). Ce rapport illustré devra notamment permettre d'identifier parmi les 4 sous bassins de risque identifiés comme prioritaires par le PDPFCI :
 - les sous bassins les plus susceptibles de trouver un ou des porteurs de projets, compte tenu des retours obtenus par le bureau d'étude ;
 - les sous bassins qui nécessitent un travail complémentaire, avec une proposition de stratégie à adopter pour ce faire
 - les éventuelles modifications de contours qui pourraient favoriser l'émergence de projets
 - une hiérarchisation des sous bassins prioritaires au PDPFCI en fonction du degré d'avancement / de la maturité du projet ;

Il devra présenter clairement les freins et les opportunités de chaque sous bassin de risque étudié au regard de l'objectif de faire émerger un plan de protection de massif ;

- **Une note méthodologique** présentant la démarche mise en œuvre réellement sur le terrain. La méthode présentée devra être duplicable à d'autres sous bassins de risque du département ;
- **Une boîte à outils** avec les éléments de communication utilisés par le prestataire et permettant de mettre en œuvre cette méthode (courriers, diaporamas, sondages, flyers ou tout autre support) ;

7.4. En commun pour les 3 phases du marché

Tous les documents papier seront produits en 2 exemplaires reliés.

Ils seront aussi communiqués sur support numérique, dans les formats suivants :

- Les textes : Libre-Office – Writer, en format. odt natif,
- Les tableaux : Libre-Office – Calc, en format. ods natif,
- Les diaporama : Libre-Office – Impress en format. odp natif,
- Les données et cartographies sous SIG : QGIS (couches format. shp et projets format. qgs) dans le système géodésique français légal RGF93 (EPSG : 2154), encodage UTF8
- Les photos et illustrations de l'étude : images en jpg 300 dpi
- L'ensemble des documents communiqués dans les formats ci-dessus ainsi qu'en format. pdf

Remarque : Les documents devront être créés dans les formats Libre-Office précisé, et non être le résultat d'une conversion en ce format depuis un autre format.

8 – Déroulement et suivi de l'étude

Le plan départemental de protection des forêts contre les incendies sera élaboré sous la responsabilité du préfet du Tarn.

La DDT du Tarn est maître d'ouvrage de l'opération et est l'interlocuteur technique du prestataire pour le pilotage de l'étude :

Direction départementale des territoires du Tarn
Service économie agricole et forestière
Bureau forêt chasse
19 rue de Ciron
81013 ALBI cedex 9
Tél : 05.81.27.50.41

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours est étroitement associé à cette élaboration, notamment pour ce qui relève de ses attributions (article R.133-6 du Code forestier).

Le prestataire de service a en charge la responsabilité de l'étude, conformément au présent cahier des charges.

Il désigne au sein de sa structure, un chargé d'étude, qui est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage pour le suivi de l'étude.

Le chargé d'étude assure l'animation de la procédure de concertation et de communication durant le déroulement de l'étude.

8.1. Comité de pilotage et comité technique

Un **comité technique** (COTECH) sera constitué et comprendra a minima la DDT, le SDIS, l'ONF et le CNPF. Il validera la méthode puis les résultats de l'étude.

Le **comité de pilotage** (COPIL) de l'étude aura pour mission d'accompagner et de valider les travaux du bureau d'études. Il comprendra un représentant des structures suivantes :

- Préfecture (SIDPC) ;
- Direction Départementale des Territoires (DDT) ;
- Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) ;
- Conseil Départemental : référent Forêt ;
- Conseil Régional : référent Forêt ;
- Office National des Forêts (ONF) ;
- Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) ;
- Direction Régionale de l'Agriculture, et l'Alimentation et de la Forêt Occitanie (DRAAF) ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie (DREAL) ;
- Groupement de Gendarmerie Départemental (GGD) ;
- Direction Départementale de la Police Nationale (DDPN) ;
- Office français de la Biodiversité (OFB) ;
- Service départemental de Météo-France ;
- Chambre d'Agriculture (CA) ;
- Parcs Naturels Régionaux (PNR) ;
- Association des maires de France (AMF) ;
- Association des maires ruraux (AMR) ;
- Association départementale des communes forestières (COFOR) ;
- Syndicat des forestiers privés (FRANSYLVA) ;

Chaque organisme désignera un référent chargé d'assister aux réunions du comité de pilotage.

Le nombre **minimum** de réunions par phase des COPIL et COTECH est le suivant :

	COPIL	COTECH
Démarrage	1	/
Phase 1	1 (validation et lancement phase 2)	1 (validation et lancement phase 2)
Phase 2	2	4
Phase 3	1 (validation)	2 (dont validation)

Des groupes de travail thématiques pourront être constitués si nécessaire, invitant ces mêmes structures.

Après validation de la DDT, le **bureau d'étude** organisera (convocations, documents préparatoires, relevés de décisions) les réunions du comité de pilotage, du comité technique et des groupes de travail thématiques constitués si nécessaire.

En plus de ces réunions, des rencontres particulières entre le chargé d'étude et certains membres du comité technique ou de la DDT peuvent être organisées durant l'étude.

Un tableau de bord prévisionnel décrivant les étapes du déroulement de l'étude accompagnée d'un échéancier des réunions du comité de pilotage et des réunions techniques sera réalisé par le bureau d'étude. Ce tableau de bord établi dès le début de l'opération sera mis à jour avant chaque réunion de ces comités. Ce document permettra aux membres du comité de pilotage de suivre l'avancement de l'étude.

Le tableau de bord et les documents soumis à la validation du comité de pilotage et/ou du comité technique devront être mis à disposition sur une plateforme de partage de documents par le chargé d'étude à tous les membres concernés au minimum **dix jours avant chaque réunion**, avec les documents nécessaires à la réunion.

Les COTECH, COPIL et les réunions thématiques si nécessaire, seront précédés d'une réunion préparatoire avec le maître d'ouvrage, le cas échéant en visioconférence. Suite à chacune des réunions (groupe de travail, COTECH et COPIL) le bureau d'étude sera en charge de **rédiger un relevé de décisions** et de le transmettre à la DDT pour validation et diffusion à tous les membres concernés.

8.2. Étapes de validation

Le projet de PDPFCI devra être approuvé par le comité de pilotage créé pour son élaboration.

Le projet de plan sera ensuite soumis, par le préfet, en premier lieu à l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendies de forêt, landes, maquis et garrigues de la CCDSA.

Il sera ensuite soumis à l'avis des collectivités territoriales concernées et à leurs groupements, à la chambre d'agriculture, puis à celui de la commission régionale de la forêt et du bois (CRFB).

Le projet de PDPFCI sera soumis également à l'avis du préfet de la zone de défense sud. Ces étapes de validation sont susceptibles de nécessiter des reprises par le prestataire, incluses au présent marché.

9 – Documents mis à disposition du prestataire

Les documents suivants sont mis à disposition du bureau d'étude :

- PDPFCI 2017-2026
- Arrêté préfectoral du 12/07/2018 réglementant l'emploi du feu dans le cadre de la prévention des incendies (DDT) : <https://www.tarn.gouv.fr/index.php/Actions-de-l-Etat/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Brulage-des-dechets-verts/L-EMPLOI-DU-FEU>
- Arrêté préfectoral du 28/05/2025 relatif à la prévention des incendies de forêt par le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt (DDT) : <https://www.tarn.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Eau-Environnement-Prevention-des-risques/Prevention-des-risques-naturels-et-technologiques/Risques-Naturels/Risque-feu-de-foret/Le-debroussaillage-une-obligation-legale>
- [Dossier Départemental des Risques Majeurs \(DDRM\)](#), volet incendie de forêt
- lien vers la rubrique relative à la prévention des incendies de forêt du site de l'État du Tarn : <https://www.tarn.gouv.fr/index.php/Actions-de-l-Etat/Eau-Environnement-Prevention-des-risques/Prevention-des-risques-naturels-et-technologiques/Risques-Naturels/Risque-feu-de-foret>
- lien vers la page internet des systèmes d'informations européens sur les feux de forêt (EFFIS) : <https://effis.jrc.ec.europa.eu/>
- liens vers des sites internet d'information sur les incendies de forêts : <https://feuxdeforet.fr/> et <http://www.prevention-incendie-foret.com/>

Les documents suivants seront mis à disposition du bureau d'étude au démarrage de la mission :

- Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR), (SDIS) ;

- Règlement Opérationnel Départemental, (SDIS) ;
- Bilans des incendies de forêts depuis 1989 (base BDIFF), (SDIS/DDT) ;
- Cartographie des équipements DFCI actuels, (SDIS) , en l'état d'avancement de la BD équipement

Les données suivantes pourront être mises à disposition du bureau d'étude par convention :

- couche de la BD FORET masque V3 : <https://geoservices.ign.fr/bdforet> ;
- BD Ortho : <https://geoservices.ign.fr/bdortho> ;
- Couche des bâtis de la BD Cadastre : <https://geoservices.ign.fr/parcellaire-express-pci> et <https://www.datagrandest.fr/portail/fr/actualites/evolution-du-produit-parcellaire-lign> pour les explications détaillées ;
- MNT RGE ALTI® au pas de 1 m : <https://geoservices.ign.fr/rgealti#telechargement1m>
- BD Topo : <https://geoservices.ign.fr/bdtopo> ;
- BD Carto : <https://geoservices.ign.fr/bdcart> ;
- Couche des terrains de campings déclarés ;
- Scan 25 : <https://geoservices.ign.fr/scan25> ;
- Couche du zonage du PDPFCI 2017-2026.

S'agissant des données relatives aux PLU et PLUi des communes, le bureau d'études pourra télécharger les données numérisées via le GPU :

- Accueil du GPU : <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>
- Détail des services disponibles (flux WMS, WFS, téléchargement ATOM et simple) : <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/services/>
- Documentation expliquant comment récupérer les données en flux WFS depuis Qgis : https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/image/UtilisationWFS_GPU_Qgis_1-0.pdf

Les prestations et les dépenses éventuellement nécessaires pour la récupération des fichiers des PLU et des PLUi au format SIG, auprès des collectivités et/ou des bureaux d'études, sont réputées être incluses dans l'offre financière du titulaire.

Par ailleurs, le sujet de la défense des forêts contre l'incendie fait l'objet de nouvelles productions à l'échelle nationale. Celles-ci seront mises à la connaissance du prestataire au fur et à mesure de leur production. Les travaux menés devront tenir compte de ces données.

Contenu du rapport

(Le rapport de présentation du plan de protection des forêts contre les incendies suivra le plan préconisé par l'instruction technique MASA n°DGPE/SDFCB/2020-242 du 16 avril 2020, avec néanmoins des adaptations possibles en cohérence avec le CCTP et en concertation avec le maître d'ouvrage).

1. ANALYSE DU RISQUE et DÉFINITION DES MASSIFS

Cette analyse porte sur l'ensemble de l'espace combustible (forêts et espaces forestiers, espaces naturels, terres agricoles délaissées...).

1.1 Analyse statistique

- 1.1.1 Pression d'incendie : nombre, surface, localisation et typologie des incendies de forêt
- 1.1.2 Répartition des incendies dans le temps : répartition mensuelle (feux d'hiver, feux d'été), répartition horaire
- 1.1.3 Analyse de l'évolution des incendies, notamment au regard du changement climatique : augmentation des feux sur certains secteurs, de certains types de feux...
Mêmes analyses sur les feux de végétation.
- 1.1.4 Les causes d'incendie

1.2 Analyse de l'aléa¹

- 1.2.1 L'aléa induit
- 1.2.2 L'aléa subi

1.3 Analyse des enjeux

- 1.3.1 Les enjeux humains
 - les relations forêt/urbanisme, les interfaces zones habitées/zones naturelles
- 1.3.2 Les enjeux environnementaux
- 1.3.3 Les enjeux forestiers

1.4 Découpage du département en massifs DFCI²

- 1.4.1 Principes du découpage
- 1.4.2 Définition et cartographie des massifs forestiers
- 1.4.3 Organisation de la maîtrise d'ouvrage en cas de mise en place de plans de massifs
- 1.4.4 Délimitation des massifs forestiers soumis à des risques faibles

2. ÉVALUATION DES STRATÉGIES MISES EN ŒUVRE EN MATIÈRE DE PRÉVENTION, DE SURVEILLANCE ET DE LUTTE

2.1 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en faveur de la connaissance des causes et de la prévision

- 2.1.1 La Recherche et l'analyse des causes
 - l'identification des causes et la progression de la connaissance
 - la tenue des fichiers statistiques, l'alimentation de la BDIFF
- 2.1.2 Les retours d'expérience (RETEX)
 - nombre de RETEX effectués
 - enseignement des RETEX réalisés
- 2.1.3 La prévision du risque
 - la prévision quotidienne du risque

¹ L'analyse de l'aléa se fera sur la base de la carte de sensibilité produite au niveau de l'échelon national dans le cadre de l'étude ONF-IGN

² Il s'agit d'un découpage en termes de sous-bassins de risque correspondant aux périmètres des plans de massifs existants ou à venir

- le partenariat avec Météo France
- 2.1.4 La prévention spatiale du risque à travers
- (i) les plans de massif (existence, contenu, qualités, apports et limites)

2.2 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en faveur de l'information des publics

- 2.2.1 Les actions ciblées : identification des publics choisis, actions menées et résultats
- 2.2.2 Les actions tout public : actions menées et résultats

2.3 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en matière de résorption des causes

- 2.3.1 La réglementation de l'emploi du feu
- 2.3.2 L'élimination des dépôts d'ordures sauvages
- 2.3.3 L'action sur les travaux agricoles
- 2.3.4 L'action sur les autres travaux professionnels
- 2.3.5 L'action sur les lignes électriques
- 2.3.6 L'action sur les réseaux de transport ferroviaire
- 2.3.7 L'action sur les réseaux de transport routier
- 2.3.8 L'action sur les feux accidentels liés à l'activité des particuliers
- 2.3.9 L'action sur les feux criminels
- 2.3.10 L'action sur les écobuages

2.4 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en matière de surveillance

- 2.4.1 Le dispositif préventif terrestre
- Le dispositif de guet fixe
 - Le dispositif de télésurveillance
 - Le dispositif de guet armé terrestre : composition, rôle des différents acteurs
 - Les autres patrouilles : mission, organismes impliqués, intégration dans l'ordre d'opération départemental
 - Le pilotage du dispositif préventif
- 2.4.2 Le guet aérien

2.5 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en faveur de la lutte contre les incendies

- 2.5.1 La création, la mise aux normes, la fiabilisation et la sécurisation juridique des infrastructures destinées à la lutte
- La desserte : examen par massif de la qualité de positionnement et des caractéristiques des pistes au regard de l'analyse de risque de feux et de la stratégie prévention/lutte, évaluation de leurs qualités opérationnelles et de leur statut juridique
 - La disponibilité en eau et la défense extérieure contre l'incendie
 - Les débroussaillages de sécurité
 - La signalisation des infrastructures de DFCI
- 2.5.2 Les actions en faveur de la gestion durable des forêts et de la valorisation des produits forestiers : *correspondance entre gestion forestière et DFCI, desserte multifonctionnelle...*
- 2.5.3 Les systèmes d'information et les outils cartographiques
- les SIG et outils d'aide à la décision
 - les supports cartographiques mis à disposition des services de prévention et de lutte
- 2.5.4 Le dispositif de lutte
- les moyens

- la chaîne de commandement et la gestion des interventions
- l'ordre préfectoral d'opération

2.5.5 L'adéquation des moyens de lutte et des infrastructures DFCI mises à leur disposition

2.6 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées pour limiter la vulnérabilité des zones à enjeux forts

- 2.6.1 Le débroussaillage obligatoire des voies ouvertes à la circulation publique
- 2.6.2 Le cas particulier des campings et des enjeux très vulnérables
- 2.6.3 L'auto-protection des peuplements forestiers le cas échéant* (*actions réalisées pour protéger des peuplements remarquables, sylviculture préventive...*)
- 2.6.4 Autres mesures (fermeture des massifs, écobuage...)

2.7 Description et évaluation des actions de coordination et de suivi

- 2.7.1 Organisation de la coopération entre les services
- 2.7.2 Cohérence des actions menées en faveur de la prévention et de la lutte : actions générales, phase d'alerte, opérations de prévention et de lutte sur les incendies déclarés
- 2.7.3 Planification des actions par massif et programmation financière
- 2.7.4 Gestion des bases de données partagées
- 2.7.5 Suivi du plan en vigueur – Tableau de bord
- 2.7.6 Articulation avec les schémas, plans et programmes de niveau départemental ou régional : cohérence, coordination, complémentarité, appui aux projets de territoire

2.8 Description et évaluation des actions transversales

- 2.8.1 Recherche et expérimentations
- 2.8.2 Formation des acteurs (élus, cellules RCCI, cellule brûlage dirigé, patrouilleurs, guetteurs, CCFF...)

2.9 Description et évaluation des actions de remise en état et de reconstitution après incendie

Évaluation des principales actions mises en œuvre au cours des dernières années

2.10 Diagnostic synthétique par massif

Cette partie synthétique par massif décrit et analyse l'ensemble des éléments issus du diagnostic et de l'analyse qui précèdent, en les classant les uns par rapport aux autres en termes de niveau de risque qui dictera la stratégie et le niveau d'équipements :

- les éléments issus des analyses des aléas et des enjeux, en particulier ce qui relève
 - (i) de l'analyse de l'urbanisme et des interfaces espaces naturels/espaces habités
 - (ii) de l'analyse des enjeux environnementaux
- les éléments d'assiette de stratégie de lutte
- les équipements de prévention existants, leur état d'opérationnalité et leur statut juridique
- les actions menées au cours de la période précédente

Ce diagnostic synthétique nourrit le plan de massif qui sera établi le cas échéant* dans le cadre du plan d'action.

3. DOCUMENT D'ORIENTATION : Plan d'action départemental et par massif pour les objectifs ciblés découlant du diagnostic et de l'analyse qui précèdent

Introduction : synthèse du diagnostic départemental, définition des axes prioritaires d'intervention, présentation de la gouvernance en mode projet retenue pour élaborer puis piloter le plan et assurer son suivi.

3.1 Description des actions à mener en faveur de la connaissance des causes et de la prévision

3.1.1 La Recherche et l'analyse des causes

- la formation des personnels
- la recherche des causes et circonstances des incendies, la cellule RCCI
- la tenue des fichiers statistiques, l'alimentation de la BDIFF

3.1.2 Les retours d'expérience

3.1.3 La prévision du risque

- la prévision quotidienne du risque
- le partenariat avec Météo France

3.1.4 La prévention spatiale du risque à travers

- les plans de massif

3.2 Description des actions à mener en faveur de l'information du public

3.2.1 Les actions ciblées

3.2.2 Les actions tout public

3.3 Description des actions à mener en matière de résorption des causes

3.3.1 La réglementation de l'emploi du feu

3.3.2 L'élimination des dépôts d'ordures à risque

3.3.3 L'action sur les travaux agricoles

3.3.4 L'action sur les autres travaux professionnels

3.3.5 L'action sur les lignes électriques

3.3.6 L'action sur les réseaux de transport ferroviaire

3.3.7 L'action sur les réseaux de transport routier

3.3.8 L'action sur les feux accidentels liés à l'activité des particuliers

3.3.9 L'action sur les feux criminels

3.3.10 L'action sur les écobuages

3.4 Description des actions à mener en matière de surveillance

3.4.1 Le dispositif préventif terrestre

- le dispositif de guet fixe
- le dispositif de télésurveillance
- le dispositif de guet armé terrestre
- les autres patrouilles : mission, organismes impliqués
- le pilotage du dispositif préventif

3.4.2 Le guet aérien

3.4.3 L'intégration des acteurs dans l'ordre d'opération départemental

3.5 Description des actions à mener en faveur de la lutte contre les incendies

3.5.1 La création, la mise aux normes, la fiabilisation, la sécurisation juridique, la priorisation et l'échéancier de réalisation des infrastructures destinées à la lutte

- la desserte
- la disponibilité en eau et la défense extérieure contre l'incendie
- les débroussaillages de sécurité
- la signalisation des infrastructures DFCI

3.5.2 Les actions en faveur de la gestion durable des forêts et de la valorisation des produits forestiers : *correspondance entre gestion forestière et DFCI, desserte multifonctionnelle...*

3.5.3 Les systèmes d'information et les outils cartographiques

- les SIG et outils d'aide à la décision
 - les supports cartographiques mis à disposition des services de prévention et de lutte
- 3.5.4 Le dispositif de lutte
- les moyens
 - la chaîne de commandement et la gestion des interventions
 - l'ordre préfectoral d'opération
- 3.5.5 L'adéquation des moyens de lutte et des infrastructures DFCI mises à leur disposition

3.6 Description des actions à mener pour limiter la vulnérabilité des zones à enjeux forts

- 3.6.1 Le débroussaillage obligatoire des voies ouvertes à la circulation publique
- 3.6.2 Le cas particulier des campings et des enjeux très vulnérables
- 3.6.3 L'auto-protection des peuplements forestiers (*actions réalisées pour protéger des peuplements remarquables, sylviculture préventive...*)
- 3.6.4 Autres mesures

3.7 Description des actions à mener en matière de coordination et de suivi

- 3.7.1 Organisation de la coopération entre les services
- 3.7.2 Cohérence des actions menées en faveur de la prévention et de la lutte
- 3.7.3 Planification des actions par massif et programmation financière
- 3.7.4 Gestion des bases de données partagées
- 3.7.5 Suivi du plan en vigueur – Tableau de bord
- 3.7.6 Articulation avec les schémas, plans et programmes de niveau départemental ou régional

3.8 Description des actions transversales à mener

- 3.8.1 Recherche et expérimentations
- 3.8.2 Formation professionnelle

3.9 Principes de remise en état et de reconstitution après incendie

3.10 Le PDPFCI à l'échelle des massifs

Le présent point ajoute à la description et à la représentation cartographique issues du diagnostic synthétique par massif (point 2.10 ci-dessus) les éléments programmés par le Plan, en particulier :

- les décisions d'amélioration de la gestion entre zones naturelles et zones habitées : communes où seront systématiquement établis, adressés à la commune ou à l'intercommunalité concernée une carte d'aléas et un porter à connaissance
- les équipements de prévision et de prévention à installer ou conforter, ainsi que les modalités et le calendrier d'entretien des équipements existants
- les éléments pour un développement durable et l'auto-protection des massifs forestiers : les modalités de la maîtrise d'ouvrage y seront précisées

4. BILAN TECHNIQUE, FINANCIER ET BUDGÉTAIRE DU NOUVEAU PPFCI

- Tableaux de synthèse reprenant les actions inscrites au programme, leur coût estimé, les moyens humains nécessaires, les objectifs, indicateurs et valeur cible.
Le tableau budgétaire hiérarchisera les actions compte tenu des moyens disponibles.
- Tableau récapitulatif des actions par massif
- Tableau dressant le cadre du suivi annuel du PDPFCI (tableau de bord des actions réalisées, en cours, à faire...).

5. REPRÉSENTATIONS CARTOGRAPHIQUES

5.1. Carte des zones situées à moins de deux cents mètres de terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigue, plantations et reboisements.

Échelle 1/10 000^e ou 25 000^e

Il s'agit de la carte des massifs à risque issue du travail de l'ONF et auxquels s'appliquent les OLD et les massifs à moindre risque.

5.2. Carte d'aléas, d'enjeux et du risque d'incendie de forêt pour les territoires qui y sont exposés et ceux qui le génèrent.

Échelle 1/10 000^e ou 25 000^e

A noter que la carte d'aléa se justifie seulement si le bureau d'étude propose des ajustements par rapport à la carte nationale de sensibilité.

Les cartes des enjeux et du risque sont quant à elles attendues.

5.3. Carte des aménagements et des équipements préventifs existants, et ceux qui sont à modifier ou à créer durant le plan.

Échelle 1/10 000^e ou 25 000^e

Il ne s'agit pas d'une carte identifiant précisément tous les aménagements mais plutôt des secteurs prioritaires déjà équipés ou nécessitant de nouveaux types d'aménagements. En effet, la cartographie précise des aménagements se fera à l'échelle de la déclinaison des plans de massifs ne faisant pas l'objet de la présente étude.

La carte des équipements existants est en cours de réalisation par le SDIS et sera prise en compte selon son état d'avancement.

5.4. Carte des types de végétation (mise à jour locale de la BD forêt de l'IGN grâce aux données disponibles).

Échelle 1/10 000^e ou 25 000^e

Il s'agit de la récupération de la dernière base de données en vigueur qui aura été utilisée dans le cadre du travail national (masque ou BD forêt V3)

5.5. Carte d'aménagement du territoire, de valorisation des forêts et des OLD

Échelle 1/10 000^e ou 25 000^e

- *Actions d'aménagement du territoire existantes et à installer*
- *plan d'action OLD*

Les cartes seront claires, homogènes ; elles respecteront le vocabulaire commun et la sémiologie graphique pour le département du Tarn.

G. ANNEXE FINANCIÈRE - DÉCOMPOSITION DU PRIX DU MARCHÉ

À valoriser par le(s) candidat(s)

G.1 - Liste des prix forfaitaires

Le présent prix a valeur contractuelle. Il s'applique dans son intégralité, sous forme forfaitaire, entrant en compte dans la composition du prix total du marché :

Détail des opérations (en référence au CCTP)	Nombre de jours consacrés	Unité	Quantité	Montant total HT en euros
TRANCHE FERME				
Sous-total tranche ferme :			Sous-total :	
Phase n°1 : Prise de connaissance de la carte de sensibilité (et/ou de qualification des massifs) produite par le niveau national, vérifications et ajustements				
1.1. Collecte des données : Prise de connaissance de la carte de qualification de la sensibilité ayant été réalisée pour le département du Tarn dans le cadre de l'étude menée au niveau national par l'ONF et l'IGN		F	1	
1.2. Identification des éventuels paramètres qui influent le risque d'incendie non pris en compte par le niveau national au travers d'un regard critique (dont proposition méthodologie)		F	1	
1.3. Réalisation des investigations de terrain afin d'évaluer la cohérence de la nouvelle carte nationale		F	1	
1.4. Production d'un rapport de synthèse sur les observations réalisées et leur cohérence par rapport à la nouvelle carte produite par le niveau national, et proposition d'ajustements		F	1	
Sous-total phase n°1 :			Sous-total :	

Phase n°2 : Renouvellement du PDPFCI				
2.1 Analyse du risque		F	1	
2.2 Évaluation des stratégies mises en œuvre en matière de prévention, surveillance et lutte		F	1	
2.3 Rédaction du document d'orientation et des fiches actions		F	1	
2.4 Bilan technique financier et budgétaire du PDPFCI		F	1	
2.5 Élaboration des documents graphiques		F	1	
Sous-total phase n°2 :		Sous-total :		
SOUS-TOTAL Tranche ferme :		Sous-total :		
TRANCHE OPTIONNELLE (phase 3)				
Démarche de concertation		F	1	
Rédaction du rapport de synthèse		F	1	
SOUS-TOTAL Tranche optionnelle :		Sous-total :		

G.2 - Montant estimatif du marché

DÉSIGNATION DU PRIX (à mettre en cohérence avec les prix indiqués au paragraphe E4 – Prix)	
SOUS-TOTAL tranche ferme en € HT	
SOUS-TOTAL tranche optionnelle en € HT	
TOTAL du marché en € HT	
Montant TVA (20%) en €	
TOTAL du marché en € TTC	

H. ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter :

- les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances, etc.). Les capacités doivent être en lien et adaptées à l'objet du marché ;
- ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

Les capacités pré-citées et attestées sur l'honneur ainsi que les obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au seul lauréat.

I. SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-dessus.

Nom, prénom et qualité du signataire (*) et des membres si groupement d'entreprises	Lieu et date de signature	Signatures

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

J'accepte le versement de l'avance : ☐ OUI ☐ NON

(NB : l'avance n'est pas soumise à constitution de garantie à première demande)

J. SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

À, le

Signature (Représentant du pouvoir adjudicateur à signer le marché)

K. NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent marché »

A....., le.....

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché)